

## La relance par la consommation ou par l'investissement ? Il faut les deux car ils sont complémentaires !

par Alain BIENAYME, professeur émérite Université Paris Dauphine.

Il a notamment publié chez Odile Jacob « Les grandes questions d'économie contemporaine : la science d'un monde imparfait » ; [alain.bienayme@dauphine.fr](mailto:alain.bienayme@dauphine.fr) et [www.cedimes.org](http://www.cedimes.org)

La relance de la consommation et l'aide à l'investissement sont plus complémentaires que substituables, affirme Alain Bienaymé. La première est quelque peu inévitable et elle peut donner des résultats rapides. La deuxième stimule la croissance de la productivité et de la production.

La crise contemporaine se déroule à une échelle sans précédent : celle du monde fini que lui imprime la mondialisation des marchés. Or, le monde a laissé se creuser des déséquilibres commerciaux et financiers colossaux. D'un côté, les pays pétroliers, la Chine, l'Allemagne, et le Japon ont totalisé 83% des excédents mondiaux en 2008 (2 000 milliards de dollars). De l'autre, six pays cumulent 70% des déficits (Etats-Unis, Espagne, Royaume Uni, France, Italie, Australie). Et l'une des principales conditions pour que l'économie mondiale reprenne sur des bases saines est que les Américains se remettent à épargner, freinent leurs dépenses de consommation et que simultanément les pays créanciers de l'Amérique relaient le moteur des exportations par l'expansion de leur demande intérieure. Ce contexte international dont la France aurait tort de se croire immunisée fait ressortir une contradiction et une faiblesse. La contradiction résulte de ce que, dans l'immédiat, seule une reprise de la demande américaine serait susceptible d'éviter la dépression ; telle est l'ambition du programme de relance du président Obama. La faiblesse concerne la modestie des moyens que les nations européennes, agissant en ordre dispersé, peuvent mettre en œuvre.

Les plans de relance anglais, allemand affichent un relatif équilibre entre les aides destinées à stimuler la demande de consommation des ménages et les soutiens aux investissements d'infrastructures collectives, à l'éducation, à la formation et à la recherche technologique. La France, vice-championne des dépenses publiques, privilégie pour le moment les entreprises et les investissements publics avec des moyens limités. Si elle devait compléter les 26 milliards d'euros prévus par un effort supplémentaire, devrait-elle « relancer la consommation » plutôt que l'investissement ?

### Quid de « l'argent de poche » disponible

Tout d'abord, les dépenses de consommation sont des actes monétaires dont la relance est censée stimuler l'emploi, ce qui est le but recherché. Elles se distinguent de la consommation, acte privé, qui peut être plus ou moins modéré et retardé en fonction de la durabilité des biens, de l'ardeur des consommateurs à satisfaire leurs besoins et des nouveaux modes de vie que le développement durable commence à imposer avec une force croissante. La relance de la dépense des consommateurs peut contrarier les priorités que nécessite la protection du capital naturel.

Ensuite, la crise surprend les Français après plusieurs mois (de l'année 2007 à juillet 2008) au cours desquels l'inflation perçue a érodé leur pouvoir d'achat : prix de l'essence et prix des produits alimentaires, mais aussi relèvements des tarifs imposés par les nombreux établissements auxquels les particuliers sont abonnés et sur lesquels ils n'ont aucune prise. Le revenu disponible après impôts et cotisations est amputé par des dépenses contraintes qu'il est impensable de supprimer à court ou même à long terme sans créer un sentiment de déclassement social : eau, gaz, électricité, assurances, charges imposées par les nouvelles lois, frais scolaires, dépenses d'utilisation de voitures pour motifs professionnels... L'argent de poche qui pourrait être librement affecté à des dépenses supplémentaires a été ces derniers temps confisqué en partie par la progression en flèche des frais de téléphonie mobile, notamment dans les familles avec enfants. Cette montée des dépenses d'abonnement est ressentie comme irrépressible et a réduit à la portion congrue dans nombre de foyers la part de l'argent de poche réellement disponible pour la reprise. Il y a une réflexion à mener sur les degrés et les causes de contrainte des dépenses des ménages. Peut-on par exemple se priver de téléphone comme on retarde l'achat d'une paire de chaussettes ? L'effet taille des dépenses doit être aussi pris en compte.

### Le drame du handicap de compétitivité

Les pouvoirs publics devront sans doute intervenir en faveur de la dépense des consommateurs, pour deux raisons. La situation des titulaires de bas revenus dont le nombre augmente mérite d'être améliorée. On ne peut espérer améliorer les perspectives des entreprises et les inciter à investir sans faire quelque chose pour les particuliers. En effet, la relance de l'investissement dépend bien moins de la seule baisse du taux d'intérêt que de l'écart positif entre le taux de rentabilité anticipée de l'investissement projeté et le coût du crédit.

Cependant, la relance de la dépense de consommation que l'on pourrait recommander pour la France car son taux d'épargne est convenable, risque de s'avérer une fois de plus comme un coup d'épée dans l'eau du fait du handicap de compétitivité de notre appareil industriel. Le contribuable français pourra-t-il comme dans des expériences précédentes soutenir l'emploi étranger sans retour ? Les études récentes montrent que notre base industrielle s'est rétrécie principalement de notre fait (coût horaire du travail, fiscalité contre productive et indifférence pour la recherche) ; les entreprises survivantes font encore bonne figure, mais la concurrence élimine celles dont le rapport qualité-prix s'est dégradé (enquête COE-Rexecode, 2008).

C'est pourquoi **la relance de la consommation et celle de l'investissement sont plus complémentaires que substituables**. La première peut engendrer des résultats rapides. La seconde laisse espérer que la croissance de la productivité et de la production dégagera les ressources requises pour rembourser la dette publique que les emprunts publics à venir ne manqueront pas de gonfler.

Les moyens dont dispose l'État pour relancer la dépense de consommation, sinon l'offre domestique des produits demandés, sont le soutien aux bas revenus, la diminution générale ou ciblée de la TVA, bien plus sûrement que l'allègement de l'IRPP. La baisse de la TIPP n'est pas souhaitable du point de vue de l'écologie qui est en train de s'affirmer. On objecte que la baisse de la TVA ferait double emploi avec une éventuelle déflation des prix. Elle s'impose au contraire pour conjurer cette menace.

L'idée de complémentarité est plus robuste que celle, en apparence séduisante et savante, d'un dosage optimal entre les deux voies de relance. Les hypothèses que l'État peut faire sur la réaction des agents économiques à ses mesures sont trop fragiles pour que l'on puisse accorder grand crédit à la précision des calculs issus des projections officielles.

### **Question. Faut-il craindre à terme une forte poussée de l'inflation et une guerre des monnaies née de la chute du dollar ?**

**Réponse.** La menace de déflation précède la menace différée d'un regain d'inflation. L'importance de ce regain dépendra de l'ampleur de la croissance de la masse monétaire. Un peu d'inflation pourrait alléger les dettes subsistantes. Le retour du cours des actions à des valeurs normales (avec un PER de 13 à 15) pourrait en 2010 modérer l'incidence de l'inflation sur les prix à la consommation.

Les taux de change du dollar, de la livre sterling et la fragilité de certains pays de la zone euro sont préoccupants. Le FMI, le G 20 et la BCE doivent œuvrer dans le sens d'une stabilisation concertée. Vaste programme !

### **Question. Quand nous sortirons de la crise, jugez-vous concevable un retour aux taux de croissance des années « ante-subprime » ?**

**Réponse.** La sortie de crise se fera dans un monde qui devra changer sans doute profondément de régime de croissance. D'abord en fixant des prix pour les ressources naturelles indépendamment du coût du travail et du capital consacré à les extraire. Ensuite en remédiant un système de management qui, sous prétexte d'optimiser la gestion, de minimiser les gaspillages et de comprimer les coûts, entretient le pire des gaspillages : le chômage de 8 à 10 % voire plus, des populations concernées. À quoi sert-il de se vanter de dégager une forte productivité horaire du travail, si le PIB par habitant stagne ?

[<< Retour au sommaire](#)

 [Télécharger le PDF de l'article](#)

## **PRES@JE.COM**

Une publication de l'association PRES@JE  
**(Prospective, Recherche et Etudes Sociétales Appliquées à la Justice et à l'Economie)**  
 Siège social : 2 avenue Hoche 75008 Paris - Courrier : 30 rue Claude Lorrain 75016 Paris  
 Tél. 01 46 51 12 21 - E-mail : [contact@presaje.com](mailto:contact@presaje.com) - [www.presaje.com](http://www.presaje.com)  
 Directeur de la publication : Michel Rouger